

DÉLIBÉRATION

Membres en exercice : 80

Présents : 56

Pouvoirs : 16

CONSEIL DE TERRITOIRE SÉANCE DU 10 AVRIL 2018 A 20H

Délibération CT2018/04/10-19 - Fixation des modalités d'astreintes à l'EPT Grand Paris Grand Est

Rapporteur : Michel TEULET, Président

DATE DE CONVOCATION : Mercredi 4 avril 2018

PRÉSIDENCE de Michel TEULET, Président de l'établissement public territorial Grand Paris Grand Est

LIEU DE RÉUNION : salle du Conseil de Noisy-le-Grand, place de la Libération à Noisy-le-Grand (93160)

PRÉSENTS : Mmes, MM. AMERICO Michel, AMOZIGH Joëlle, AUBRY Bénédicte, AWAD-SHEHATA Stéphanie, BAILLY Dominique, BARBIERI Michel, BARRAUD Amélie, BARTH Franck, BODIN Roger, BORDES Roselyne, BOYER Jean-Pierre, CALMEJANE Patrice, CAPILLON Claude, CHOULET Michèle, CLAVEAU Michèle, COPPI Katia, CRANOLI Rolin, DALLIER Philippe, DEMUYNCK Christian, DESHOQUES Monique, EPINARD Serge, FAUCONNET Jean-Paul, FICCA Grégory, FIGEL-MARTEL Sylvie, GAUTHIER Christine, GENESTIER Jean-Michel, GRANDIN Gaëtan, GUILBERT Georges, HAGEGE Dominique, HARDEL Patrice, HELENON Joëlle, ISCACHE Martine, ITZKOVITCH Ivan, JARDIN Anne, KLEIN Olivier, LE TALLEC Bernard, LEMOINE Xavier, MAGE Pierre-Etienne, MAHEAS Jacques, MARTINACHE François, MARTINS Marylise, MILOTI Donni, PELISSIER André, PRUDHOMME Gérard, RATEAU Chantal, REYGNAUD Marie-Françoise, RICHARD Stéphanie, ROY Patrice, SARDA Patrick, SCHLEGEL Eric, TAYEBI Samira, TESTA Richard, TEULET Michel, TORO Ludovic, VAVASSORI Patricia, VIEUX-COMBE Evelyne.

ABSENTS/POUVOIRS : Mmes, MM. ALLEMON Eric (pouvoir à HELENON Joëlle), AMORE Félicité (pouvoir à LE TALLEC Bernard), ARCHIMEDE Pierre, BENTAHAR Abdelkader, BOUCHER Martine (pouvoir à CLAVEAU Michèle), BOUDJEMAI Kaïssa, BOURICHA Fayçale (pouvoir à JARDIN Anne), BOUVARD Jacques, CALMEJANE Hélène, CARBONNELLE Serge, DELORMEAU Christine (pouvoir à TAYEBI Samira), FAUBERT Jacques (pouvoir à AMOZIGH Joëlle), HUART Marie-Claude (pouvoir à BARTH Franck), LE MASSON Gilbert (pouvoir à MAGE Pierre-Etienne), LELLOUCHE Nicole (pouvoir à FICCA Grégory), MALJEAN Jean-Pierre (pouvoir à MAHEAS Jacques), MANTEL Aurélie, MARSIGNY Brigitte (pouvoir à RICHARD Stéphanie), MARTIN Pierre-Yves (pouvoir à BORDES Roselyne), MAUPOUSSIN Stéphanie (pouvoir à KLEIN Olivier), MIERSMAN Michel (pouvoir à EPINARD Serge), PIETRASZEWSKI Jean-Jacques (pouvoir à BARRAUD Amélie), SCHUMACHER Alain (pouvoir à REYGNAUD Marie-Françoise), THIBAUT Magalie.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : Ivan ITZKOVITCH

LE CONSEIL DE TERRITOIRE,

VU la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République, et notamment son article 59,

VU le décret n° 2015-1662 du 11 décembre 2015 relatif à la métropole du Grand Paris et fixant le périmètre de l'établissement public territorial dont le siège est à Noisy-le-Grand,

VU le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 5219-2 et L. 5219-5,

VU la loi n°83-634 d 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires, et notamment son article 20,

VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment, et notamment son article 88,

VU la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et comportant diverses dispositions relatives à la fonction publique,

VU le décret n°91-875 du 6 septembre 1991 modifié pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

VU le décret n°2001-623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et relatif à l'aménagement et à la rémunération du temps de travail dans la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

VU l'arrêté du 7 février 2002 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions en application du décret n°2002-147 du 7 février 2002 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des interventions de certains personnels gérés par la direction générale de l'administration du ministère de l'intérieur,

VU le décret n°2005-542 du 19 mai 2005 relatif aux modalités de rémunération ou de compensation des astreintes et des permanences dans la Fonction Publique Territoriale,

VU le décret n°2015-415 du 14 avril 2015 relatif à l'indemnisation des astreintes et à la compensation ou à la rémunération des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les montants de l'indemnité d'astreinte et la rémunération horaire des interventions aux ministères chargés du développement durable et du logement,

VU l'arrêté du 14 avril 2015 fixant les conditions de compensation horaire des heures supplémentaires aux ministères chargés du développement durable et du logement,

VU l'arrêté du 3 novembre 2015 fixant les taux des indemnités et les modalités de compensation des astreintes et des interventions des personnels affectés au ministère de l'intérieur

VU l'avis du Comité Technique en date du 27 mars 2018,

CONSIDERANT qu'il s'avère nécessaire d'organiser, dans l'intérêt de la continuité de service au sein de l'EPT, la mise en œuvre d'une astreinte décisionnelle et d'une astreinte technique d'exploitation.

Après en avoir délibéré,

- **A l'unanimité**

DECIDE de mettre en place des astreintes selon les modalités suivantes :

1/ Astreinte décisionnelle :

Article 1 – Cas de recours à l'astreinte décisionnelle

L'astreinte décisionnelle peut être sollicitée lorsque survient un problème ou un incident en rapport avec les compétences ou le patrimoine de l'EPT, en dehors des horaires de fonctionnement habituel des services, afin qu'elle prenne les mesures et les dispositions nécessaires.

Elle a notamment vocation à assurer l'interface entre les élus, les astreintes des villes, l'astreinte opérationnelle et l'ensemble des autorités compétentes (services de police, pompiers, ...).

Article 2 – Modalités d'organisation

L'astreinte sera une « astreinte semaine » comprenant le weekend. Elle débutera le lundi 12h et se finira le lundi de la semaine d'après à 12h.

Les personnels d'astreinte bénéficieront pendant la période d'astreinte d'un véhicule de service avec remisage au domicile, ou la possibilité de se faire rembourser leurs frais de déplacement conformément à la délibération prévue à cet effet. Une ligne téléphonique sera dédiée à l'astreinte et transférée sur le téléphone portable professionnel du cadre d'astreinte.

Les personnels d'astreinte seront joignables par téléphone et pourront solliciter l'intervention de prestataires ou des autorités compétentes en cas d'urgence, afin de maintenir la continuité de service et, le cas échéant, de mettre en sécurité le patrimoine et les biens de l'EPT. Ils pourront également alerter et tenir informée l'autorité territoriale.

Les personnels d'astreinte devront rester en Ile-de-France pendant cette période. Un rapport (mail) doit être établi par le cadre d'astreinte au DGS pour faire état des interventions (téléphoniques ou déplacements) réalisées au cours de la période d'astreintes.

Article 3 – Emplois concernés

Le directeur général des services, l'ensemble des directeurs / directrices et les chefs / cheffes de mission sont concernés par cette astreinte. Ils relèvent des cadres d'emploi d'administrateur, attaché, ingénieur en chef et ingénieur.

Article 4 – Modalités de rémunération ou de compensation

Ces astreintes sont des astreintes de décision.

Ces astreintes feront l'objet d'une rémunération au titre de l'indemnité d'astreinte selon le dispositif d'indemnisation prévu pour les agents de l'Etat.

Les interventions à l'occasion d'une période d'astreinte seront rémunérées par une indemnité d'intervention déterminée en heure d'intervention.

Peuvent bénéficier de l'indemnité d'astreinte de décision les agents fonctionnaires et contractuels désignés ci-dessus à l'exception du Directeur Général des Services lorsqu'ils sont appelés à participer à un dispositif en dehors des heures d'activité normale du service. Ils doivent alors pouvoir être joints par l'autorité territoriale afin d'arrêter les dispositions nécessaires.

2/ Astreinte d'exploitation :

Article 1 – Cas de recours à l'astreinte opérationnelle :

En tant qu'employeur, Grand Paris Grand Est doit pouvoir assurer une astreinte opérationnelle dès 5h du matin du lundi au samedi inclus et les samedis et dimanches toute la journée pour les activités de collecte en porte à porte, collecte des marchés alimentaires, et l'exploitation des déchèteries gérées en régie.

Au titre des services produits en gestion externalisée, collecte en porte à porte, collecte des marchés alimentaires et exploitation de la déchèterie de Rosny-sous-Bois, les marchés de prestations sont conduits directement par l'EPT. Les besoins d'astreintes sont plus réduits considérant que les entreprises disposent de la présence d'encadrants sur toutes les plages horaires d'intervention.

Procédés de l'astreinte opérationnelle :

- L'astreinte opérationnelle est contactée téléphoniquement par les agents qui travaillent pour répondre à une difficulté technique qui nécessite une intervention avant les heures de service courant indiquées au règlement intérieur de l'EPT. Ces difficultés peuvent être d'ordre matériel (casse, panne), managérial (manque d'un agent pour démarrage du service de l'équipe, autre).
- L'astreinte opérationnelle peut également être contactée par le service d'astreinte des Villes qui relaye un défaut de service qui est à rattraper (adresse non collectée, défaut du prestataire de collecte, débord d'un point d'apport volontaire, autre) ou une situation dangereuse.
- L'agent d'astreinte intervient soit à distance, soit en se déplaçant, selon la nature de la difficulté.
- En cas de besoin d'arbitrage politique ou financier, l'astreinte opérationnelle doit pouvoir contacter l'astreinte décisionnelle de l'EPT. C'est également le cas pour le signalement de la survenance d'un risque majeur.

Cette astreinte opérationnelle peut parfaitement s'appliquer aux besoins des gestions en régie, et par extension, aux cas exceptionnels survenant sur les services en gestion externalisée.

Article 2 – Modalités d'organisation

Les moyens de l'astreinte opérationnelle sont les suivants :

- Une mallette contenant un téléphone portable, un répertoire des coordonnées des interlocuteurs Villes, des coordonnées des agents de la Direction de la prévention et de la gestion des déchets travaillant (planning actualisé chaque semaine) et des coordonnées des entreprises de service, un livret comprenant les caractéristiques techniques, institutionnelles et cartographiques de chacun des secteurs du Territoire.
- Un véhicule avec droit de remisage le temps de la période d'astreinte.
- L'astreinte opérationnelle se déroule sur une période d'une semaine, du lundi 14h (prise de l'astreinte) au lundi 14h suivant (fin de l'astreinte).
- Un planning d'astreinte est monté semestriellement.
- L'ensemble des éléments (mallettes et état des services) sont remis à l'agent par le secrétariat le lundi à 14h.

ÉTABLISSEMENT PUBLIC TERRITORIAL

CLICHY-SOUS-BOIS • COUBRON • GAGNY • GOURNAY-SUR-MARNE • LE RAINCY •
LES PAVILLONS-SOUS-BOIS • LIVRY-GARGAN • MONTFERMEIL • NEUILLY-PLAISANCE •
NEUILLY-SUR-MARNE • NOISY-LE-GRAND • ROSNY-SOUS-BOIS •
VAUJOURS • VILLEMOMBLE

- A la prise de la mallette, un état des services doit être présent dans la mallette (mail) et rédigé par le Pôle exploitation et Maintenance, ainsi que le planning actualisé des agents en service au cours de la semaine.
- A la remise de la mallette, un rapport (mail) doit être établi par l'agent d'astreinte pour faire état des interventions (téléphoniques ou déplacements) réalisées au cours de la période d'astreinte.

La prise d'une astreinte nécessite pour l'agent de rester en région parisienne et de garder avec lui le téléphone portable et les éléments de la mallette.

Article 3 – Emplois concernés

Les agents participants à l'astreinte opérationnelle sont : le ou la responsable de pôle exploitation, les responsables des unités territoriales du pôle exploitation-maintenance, les contrôleurs de prestations. Cette astreinte peut également être ouverte aux responsables du pôle prévention et développement et des Unités conduite au changement et des chargés d'études de ce pôle. Ils relèvent des cadres d'emplois d'ingénieur, technicien territorial, agent de maîtrise, adjoint technique.

Article 4 – Modalités de rémunération ou de compensation

Ces astreintes sont des astreintes d'exploitation.

Ces astreintes feront l'objet d'une rémunération au titre de l'indemnité d'astreinte selon le dispositif d'indemnisation prévu pour les agents de l'Etat.

Les interventions à l'occasion d'une période d'astreinte seront rémunérées soit par une indemnité d'intervention déterminée en heure d'intervention soit par des heures supplémentaires selon le cadre d'emploi.

Ainsi fait et délibéré en séance, le 10/04/2018



Le Président,

Michel TEULET

Le Directeur général des services,
par délégation du Président,
certifie le caractère exécutoire du présent
acte reçu en Préfecture le

Affiché - Notifié le **10 AVR 2018**
Le Directeur général des services
Guillaume Clédière